



Valérie Péresse  
Présidente de la Région Ile-de-France

Paris, le 25 juin 2021

Madame la Présidente,

À l'initiative de la Fédération FO des Transports et de l'Union Régionale Ile-de-France FO, vient de se tenir une réunion des militants FO des entreprises de transports urbains et interurbains d'Ile-de-France.

La préoccupation des salariés est très forte au moment où les discussions sont engagées sur le renouvellement des concessions et où les appels d'offres font apparaître des volontés de s'attaquer aux dispositifs sociaux et aux conventions collectives.

Il apparaît très clairement qu'un manque de dialogue et de négociations conduit les salariés à réagir contre les regroupements d'entreprises, contre ce qui apparaît, avec la mutualisation, comme une volonté de baisser les effectifs ou à créer davantage encore d'emplois précaires.

Chaque jour, ces derniers constatent des dérives sur leurs conditions de travail, leurs salaires ou l'application du code du travail.

Dans certaines entreprises aujourd'hui les heures supplémentaires ne sont payées qu'à partir de la 42<sup>ème</sup> heure, les congés ne sont plus choisis mais imposés et les négociations salariales sont systématiquement repoussées.

Les salariés se posent bien sûr des questions sur l'existence même de leur entreprise et sur les missions futures qu'ils ne saisissent pas.

Une nouvelle fois, ils ont le sentiment que la renégociation des concessions va entraîner un moins disant social qui automatiquement les conduira à en pâtir.

Il est vrai qu'au moment où les ouvertures à la concurrence sont de plus exprimées concernant les entreprises publiques et particulièrement la RATP, nous pouvons nous poser la question s'il existe une volonté d'apporter aux Franciliens les meilleures conditions de transport qui jusqu'à présent faisaient la démonstration d'une réelle efficacité.

Nous avons pu le constater pendant cette période de pandémie où l'engagement des personnels, qu'ils soient de la RATP ou des entreprises de transport dans les départements, a été sans faille malgré le manque de moyens de protection dans les premiers mois de cette pandémie.

Les appels d'offres en différents lots sont interprétés par les salariés mais également par nos structures, comme une volonté de l'exécutif régional de faire baisser la note "transport" de la Région Ile-de-France et en réalité la note d'IDF Mobilités. On ne sent à aucun moment la volonté d'assurer la mission du transport dans les meilleures conditions que ce soit pour les Franciliens et les personnels des entreprises de transport.

Ces appels d'offres sont ressentis et ne conduisent qu'à une seule chose : disloquer tous les acquis sociaux. C'est bien ce que ressentent les 35 000 conducteurs de bus de l'Ile-de-France.

Ne pas accepter de véritables discussions, ne pas revenir sur cette "casse" organisée dans certaines entreprises qui s'appuient sur l'appel d'offres en différents lots, c'est prendre la lourde responsabilité de se retrouver confrontés à une première journée sans transport en commun, particulièrement dans la grande couronne.

Déjà aujourd'hui des pétitions signées par les salariés démontrent leur volonté de ne laisser brader ni l'existence de leurs entreprises ni leurs acquis sociaux.

Les établissements dédiés voulus par le conseil Régional conduisent à cette situation.

La qualité de service à laquelle la Région est attachée ne pourra pas se faire avec des conducteurs méprisés, il est donc impératif que ces appels d'offres soient revus en profondeur dans les plus brefs délais.

Nous souhaitons bien évidemment que vous entendiez les conducteurs de bus et nos organisations syndicales.

Nous souhaitons que le dialogue s'instaure et nous y sommes prêts.

Recevez, madame la Présidente, l'expression de nos respectueuses salutations.

Patrice CLOS  
Secrétaire Général  
Fédération FO des Transports

Gabriel GAUDY  
Secrétaire Général  
Union Régionale IDF FO